



## ÉVÉNEMENT

Dans la nuit du 2 au 3 novembre, une fusillade s'est produite à Vienne, la capitale autrichienne, qui a causé la mort de quatre personnes.

Face à la menace terroriste, l'Union européenne a considérablement renforcé son arsenal antiterroriste ces dernières années.

Alors que celle-ci se fait plus diffuse, les débats s'aiguisent sur les mesures à prendre.

# L'Europe au défi du terrorisme



— L'attentat de Vienne, dans la nuit du 2 au 3 novembre, confirme que la menace terroriste reste élevée en Europe.

— Ces dernières années, l'Union européenne n'a cessé de développer la surveillance à ses frontières et le partage d'information entre les États membres pour les aider à y faire face.

La menace terroriste est à nouveau très élevée en Europe. Après la France, frappée par l'assassinat d'un professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) puis de trois fidèles catholiques dans la basilique Notre-Dame à Nice, c'est au tour de l'Autriche d'en être la victime. Dans la nuit de lundi à mardi 3 novembre, un « sympathisant » de Daech a tué au moins quatre personnes en plein cœur de la capitale, à proximité du siège de la communauté juive d'Autriche (lire ci-contre).

Quasi permanente depuis les tueries de Mohamed Merah dans la région de Toulouse en 2012, la menace est « accentuée par le contexte international », estime Arnaud Danjean, député européen (Les Républicains) et membre de la sous-commission sécurité et défense. « *Les tensions avec la Turquie, vue comme le chef de file de l'islam politique, désinhibent les initiatives. Le chancelier autrichien Sebastian Kurtz est l'un des dirigeants européens les plus explicitement critiques sur l'islam politique, les Frères musulmans et Erdogan.* »

Deux problèmes se posent toutefois aux Vingt-Sept : « *l'hétérogénéité dans la perception* » de la

menace « *et donc dans la réponse à y apporter* », reconnaît Arnaud Danjean ; mais aussi l'évolution même de cette menace depuis la défaite de Daech en Syrie en 2017. Aux yeux de Thomas Renard, chercheur à l'Institut Egmont à Bruxelles, celle-ci serait désormais « *plus diffuse et donc plus difficile à anticiper* ». À Conflans-Sainte-Honorine ou à Nice, mais

*Les entrées illégales sur le territoire de l'Union européenne demeurent une faille dans le dispositif.*

pas à Vienne, il ne s'agissait pas d'attentats « *planifiés par une organisation terroriste* », mais plutôt « *inspirés de près ou de loin par le message de cette organisation qui trouve écho auprès d'individus radicalisés ou vulnérables psychologiquement* ». S'y ajoute désormais un risque venu de l'extrême droite, « *tout aussi dangereux car agissant presque de manière mimétique avec le terrorisme islamique* », s'inquiète Thomas Renard.

La vague d'attentats qui a frappé le continent a poussé l'Europe à améliorer le contrôles à ses frontières. La tuerie commise en 2014 au Musée juif de Bruxelles par Mehdi Nemmouche, premier « revenant » de Syrie, a provoqué un « *changement de cap* ». Désormais, les ressortissants européens sont contrôlés, et l'agence européenne Frontex n'a cessé de voir ses moyens renforcés.

Pour que ces contrôles soient



efficaces, des efforts ont été faits pour enrichir les bases de données des gardes-frontières. Plusieurs textes et initiatives ont renforcé « l'interopérabilité » des systèmes des États-membres. En débat au sein du Parlement européen depuis près de dix ans, le registre des données sur les passagers des vols (« Passenger name record ») a été adopté après les attentats de 2015.

« Cela s'améliore, mais ce qui s'est passé avec le Tunisien auteur de l'attaque à Nice, montre qu'il y a encore tout un écart entre la théorie et la pratique », nuance Arnaud Danjean. De fait, comme le rappelle Amanda Paul, chercheuse spécialiste des matières terroristes à l'European policy centre (EPC) à Bruxelles, les entrées illégales sur le territoire de l'UE demeurent une faille dans le dispositif : « Impossible de recueillir



des données les concernant car personne ne sait qu'ils ont passé les frontières extérieures. » Pire, « une fois à l'intérieur de l'espace Schengen, ils peuvent traverser les frontières internes librement ».

« L'Europe a besoin d'une politique d'immigration à la fois plus

ferme et plus assumée », estime donc le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani, pour qui « le contrôle aux frontières extérieures de l'UE devrait être beaucoup plus musclé ». Selon lui, l'Europe doit aussi « agir collectivement » pour faire pression sur les États tiers et qu'ils acceptent les retours.

Des pas de géants ont été réalisés dans la lutte de l'Union européenne contre le terrorisme sur son territoire, en particulier depuis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et la longue traque transfrontière du Franco-Belge Salah Abdeslam. « Alors que le fichier Europol ne consignait, début 2015, qu'un millier des 4 000 ou 5 000 individus ayant voyagé vers la Syrie ou l'Irak, il s'est soudain mis à s'enrichir », se souvient Thomas Renard. Les Vingt-Sept ont alors changé de regard sur les dispositifs en place par l'UE : d'une source de « paperasserie inutile » dans un domaine régalien et hautement confidentiel, ils ont été reconnus comme des aides précieuses pour

## repères

### Les principaux attentats en Europe

#### Le lourd tribut de la France.

Depuis janvier 2015, une vague d'attentats a fait près de 260 morts dans l'Hexagone.

**En Belgique.** Le 24 mai 2014, un homme pénètre dans le Musée juif de Bruxelles et tue quatre personnes. Le 22 mars 2016, un double attentat terroriste revendiqué par l'État islamique a lieu à Bruxelles, qui fait 32 morts et 340 blessés.

**En Allemagne.** En juillet 2016, cinq attaques ont lieu en une semaine, commises par des

réfugiés ou demandeurs d'asile et revendiquées par l'État islamique.

**Au Royaume-Uni.** Le 22 mars 2017, un homme a foncé sur des passants puis poignardé un policier devant le Parlement de Westminster, avant d'être lui-même tué par la police. Le bilan est de cinq morts et 44 blessés. Le 19 juin suivant, une camionnette blanche fonce sur des fidèles sortant d'une mosquée du nord de Londres, faisant un mort et dix blessés.

**En Espagne.** Les 16 et 17 août 2017, l'explosion de plusieurs bonbonnes de gaz puis une attaque à la voiture bélier aux Ramblas de Barcelone font 15 morts au total et 180 blessés.



faire aboutir des enquêtes. « *Beaucoup de choses se font dans la coopération antiterroriste autour d'Europol (l'agence européenne de coopération entre polices nationales NDLR) et d'Eurojust (son homologue pour la coopération judiciaire) qui fonctionnent à plein* », confirme le président de la Fondation Robert Schuman. Un Centre européen de lutte contre le terrorisme, informel, a même été créé, doté d'un secrétariat à La Haye pour « *regrouper l'ensemble des outils dédiés à la lutte anti-terroriste* », fait valoir Fabienne Keller, eurodéputée, qui rêve de faire d'Europol un vrai « *FBI européen* ».

Arnaud Danjean souhaiterait, lui, aller plus loin et « *harmoniser par le haut les arsenaux législatifs des pays membres de l'UE pour judiciariser et interdire tous les courants de l'islam politique radical* ». Au lendemain de l'attaque de Vienne, le chef de la diplomatie italienne Luigi Di Maio a proposé, lui, un « *Patriot Act* » européen, à l'image de la loi anti-terroriste américaine, et évoqué « *un renforcement des contrôles sur les mosquées* ». Des positions loin

**« Chaque pays a ses propres préoccupations et nous manquons d'une vision globale du problème. »**

de faire l'unanimité au sein des 27.

A cet égard, l'Union européenne développe-t-elle un contre-discours ? Ce chantier, de loin le plus complexe – il demande un travail de terrain –, est le moins avancé. « *Dans un certain nombre de pays européens, on continue d'avoir une retenue qui ne permet pas de s'attaquer à la matrice idéologique de l'islamisme radical et aux réseaux à l'œuvre en matière d'endoctrinement, de financement et de propagande*, regrette Arnaud Danjean. *Angela Merkel, Ursula von der Leyen et d'autres dirigeants européens ne parlent pas d'islamisme radical mais de violence et de barbarie.* »

L'UE finance le Radicalisation Awareness Network (réseau de

sensibilisation à la radicalisation) « *qui met en contact ceux qui, partout en Europe, travaillent directement et au quotidien avec les personnes exposées au risque de radicalisation* », explique la chercheuse Amanda Paul. « *L'auteur de l'attaque à Vienne est vraisemblablement un Albanais originaire de Macédoine du Nord : nous n'avons que peu d'information sur cette région et donc sur son idéologie* », regrette le politologue Asiem el-Difraoui. « *Chaque pays a ses propres préoccupations et nous manquons d'une vision globale du problème.* »

En attendant, l'UE concentre ses efforts sur « *la prévention des contenus terroristes en ligne* ». « *Dans les prochains jours* », Fabienne Keller veut y croire, les négociations en cours depuis trois ans sur le règlement relatif au retrait des contenus terroristes « *pourraient aboutir* » : « *Dès lors que de tels contenus seront signalés, ils devraient être retirés dans l'heure par les plateformes* ».

**François d'Alañon,  
Anne-Bénédicte Hoffner  
et Céline Schoen (à Bruxelles)**



*Des policiers stationnent devant l'une des scènes où s'est déroulée la fusillade, lundi 2 novembre, dans le centre de Vienne. Matthias Schrader/AP*

